

Rapport du GIEC : agir pour le climat ne coûte pas si cher



L'ouragan Katrina en 2005 a fait 1800 morts et 150 milliards de £ de dégâts.

Le dernier rapport du GIEC sur les solutions au changement climatique consacre aussi une partie au coût que représenterait une action ambitieuse. Les experts sont formels : agir pour le climat, en restant sous la barre des 2°C de réchauffement, aurait des bénéfices économiques supérieurs au coût engendré. Depuis de nombreuses années, de nombreuses études démontrent l'intérêt économique à respecter l'Accord de Paris.

L'argent n'est pas un problème. C'est en substance ce que dit le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié début mars et consacré cette fois aux solutions pour rester sous la barre de 1,5°C, voire 2°C, de réchauffement d'ici la fin du siècle.

Ainsi, selon les modélisations réalisées pour des politiques climatiques plus ambitieuses, il apparaît que le PIB mondial continuerait de croître et ne serait inférieur que de 0,04 à 0,09 point en moyenne par an sur la période 2020-2050 par rapport aux trajectoires sans atténuation. Et c'est sans compter sur les co-bénéfices économiques des mesures d'atténuation mises en place (sur la santé, la pollution, la réduction du coût des catastrophes ou encore des coûts d'adaptation). L'avantage économique mondial de limiter le réchauffement à 2°C dépasserait le coût de l'atténuation dans la plupart des publications évaluées par le GIEC.

Voici l'évaluation des cabinets conseils sur les coûts des actions pour le climat :

- On perdrait de 0.04 à 0.09 points de PIB/an d'ici 2050
- Coût de la neutralité climatique d'ici 2050 = +1000 milliards de \$/an
- Or les investissements mondiaux dans la transition énergétique en 2021 sont de 755 milliards de \$, répartis comme suit: 366 dans les énergies renouvelables, et 273 dans la mobilité électrique. Il faudrait cibler ces dépenses à 3 à 6 fois plus d'ici 2030.
- L'impact sur les emplois de la neutralité climatique, à l'échelle mondiale, d'ici 2050, sera de: + 31 millions dans l'agriculture, + 16 millions dans l'électricité, + 5 millions dans la filière hydrogène, -16 millions dans les transports, et -33 millions dans les énergies fossiles. Soit un total de +3 millions, auxquels il faudra rajouter + 15 millions dans le tertiaire.

- 4 solutions, à moins de 100 \$/t CO₂, permettent de diviser par 12 nos émissions de gaz carbonique d'ici 2030 : sur l'efficacité énergétique, dans l'éolien et le solaire, dans la réduction de la conversion des écosystèmes naturels, enfin dans la réduction des émissions de méthane.
- Actuellement les subventions néfastes pour l'environnement s'élèvent à 1800 milliards de \$/an, dont 640 pour les énergies fossiles.

"Du point de vue économique, il n'y a aucune hésitation à avoir pour agir énergiquement face au changement climatique. En effet, selon le GIEC, il est probable que les bénéfices de l'action climatique dépassent les coûts d'ici à la fin du siècle. Autrement dit : continuer avec les politiques actuelles, qu'on continue de retrouver dans plusieurs programmes présidentiels, nous coûtera plus cher à long terme que de mener à bien la transition écologique", réagit Philippe Quirion, économiste au Cired et directeur de recherche au CNRS.

De nombreux rapports démontrent régulièrement que le coût de l'action climatique serait inférieur à celui de l'inaction. Celui qui a fait le plus de bruit est le rapport Stern de 2006, du ministère des Finances britannique et coordonné par Nicholas Stern, l'ancien chef économiste et vice-président de la Banque mondiale. Il évalue le coût de l'inaction entre 5 % et 20 % du PIB mondial contre... 1 % pour celui de l'action. Plus récemment, une étude du cabinet McKinsey estime à 1000 milliards de dollars le coût additionnel annuel d'un scénario net zéro comparé aux politiques actuelles d'ici 2050, à mettre en balance avec les subventions publiques néfastes à l'environnement évaluées à 1800 milliards de dollars par an.

En France, d'après les estimations de l'Institut d'économie du climat (I4CE), ce sont aujourd'hui 13 à 17 milliards d'euros d'investissement par an, public et privé, qui manquent à l'appel dans la rénovation thermique des bâtiments, les véhicules et infrastructures de transport propres, les énergies décarbonées. L'argent ne manque pas, ce sont les incitations qui manquent.

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re/>

D'après Novéthic du 06 Avril 2022 (<https://www.novethic.fr/actualite/infographies/isr-rse/rapport-du-giec-agir-pour-le-climat-ne-coute-pas-si-cher-on-vous-explique-pourquoi-en-une-infographie-150702.html>)